



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet OMS Modernization Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-206246/C	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-20-3266246	Date 2022-01-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-165-40231	
File No. - N° de dossier 005im.21120-206246	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2022-02-28 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Martins, Christina	Buyer Id - Id de l'acheteur 005im
Telephone No. - N° de téléphone (343) 543-8779 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246/C
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
004
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
005IM
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Cette modification 04 vise à modifier la demande de soumissions et à répondre aux questions des soumissionnaires potentiels soumissionnaire:

MODIFICATIONS:

- 1) A Partie 7, article 7.7(a) Autorité contractante :

SUPPRIMER : Nom : Christina Martins
Téléphone : 343-543-8779
Courriel : christina.martins@tpsgc-pwgsc.gc.ca

INSÉRER: Nom : Margo A. Conn-Harbinson
Téléphone : 613-858-8108
Courriel : margo.conn-harbinson@tpsgc-pwgsc.gc.ca

- 2) À la modification de l'invitation 03, question 25, supprimer R25 et remplacer par ce qui suit :

Le système financier des délinquants est complètement distinct du système SGD. L'intégration des données au système financier des délinquants sera nécessaire via la couche d'intégration des données à l'aide d'API pour récupérer et/ou mettre à jour les données dans le système financier des délinquants. Comme spécifié dans les exigences de compatibilité et d'intégration, la solution doit inclure une bibliothèque d'API pour fournir un accès aux données et fonctionnalités de l'entreprise.

QUESTIONS / RÉPONSES :

Q.38: Pour la colonne « Renvoi à d'autres documents justificatifs inclus dans la soumission » du formulaire 2, pouvons-nous inscrire nos réponses à ces questions, par exemple les renseignements sur l'entreprise, dans une pièce jointe distincte et y faire renvoi en l'intitulant « Pièce à l'appui 1 », par exemple? Voir autres exigences, on indique « en deux pages ou moins ». Pouvons-nous faire cela pour les exigences où ce n'est pas indiqué explicitement?

R.38: Oui, les réponses aux questions peuvent être fournies dans une pièce jointe distincte et un renvoi précis inscrit dans le formulaire 2. Comme on le mentionne à l'alinéa 3.2 (c) (ii), « le soumissionnaire devrait indiquer où trouver le matériel de référence dans la soumission, y compris le titre du document ainsi que les numéros de page et de paragraphe. »

Q.39: Pour satisfaire aux exigences, nous estimons qu'il faudra fournir entre 2 000 et 3 000 captures d'écran à titre de preuve. La preuve peut-elle être fournie sous forme d'une vidéo de démonstration de l'application?

R.39: Oui, la preuve peut être fournie sous forme d'une vidéo de démonstration de l'application. À l'instar de la réponse à la question 38 ci-dessus, le soumissionnaire doit indiquer où trouver la preuve dans la vidéo fournie (temps écoulé depuis le début de la vidéo). Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié.

Q.40: Section : 08 Gestion de la sécurité et du renseignement

Exigence : SIM-17

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246/C	Amd. No – N° de la modif. 004	Buyer ID – Id de l'acheteur 005IM
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Description de l'exigence : La solution proposée doit permettre au Service correctionnel du Canada (SCC) d'élaborer, de produire et de distribuer des rapports d'observations et d'énoncés.

Question : SCC peut-il expliquer ce qu'il entend par « rapport d'observation ou déclaration »? Y a-t-il des échantillons que nous pourrions consulter?

R.40: Le rapport d'observation ou déclaration est le document officiel qu'utilise SCC pour consigner les incidents et les observations ayant trait à la sécurité. Les employés y inscrivent leurs interactions notables avec les délinquants ou les incidents qu'ils observent. On y trouve du texte narratif sur l'incident : les personnes impliquées (qui), les événements (quoi), l'endroit (où), les circonstances (pourquoi) et le moment (quand). Présentement, les rapports sont créés à l'extérieur du Système de gestion des délinquants (SGD).

Un rapport peut contenir certains des renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter :

- malaise apparent entre divers gangs de l'établissement;
- objets interdits ou non autorisés trouvés dans le cadre d'une fouille;
- fenêtres brisées, dispositifs d'éclairage de périmètre brûlés, équipement de sécurité défectueux ou manquant;
- comportement inhabituel lié à la sécurité (p. ex., le délinquant semble être en état d'ébriété, un délinquant est plus déprimé qu'à l'habitude);
- regroupement suspect de délinquants;
- équipement d'évasion trouvé dans le cadre d'une fouille;
- tout renseignement qui peut être considéré important dans le processus de renseignement de sécurité.

Le rapport d'observation ou déclaration est classifié comme étant de niveau Protégé B ou Protégé C selon la nature de l'information qu'il contient.

Q.41: Section : 03 Documentation de cas

Exigence : CD-23

Description de l'exigence : La solution doit s'arrimer aux politiques de gestion et de conservation de l'information de SCC et soutenir leur application. Elle doit ainsi permettre la configuration de règles et leur application uniforme selon les dates de prononcé de la peine d'un délinquant et le type de document.

Question : Quels sont les types de règles aux termes des politiques de gestion et de conservation de l'information de SCC qui peuvent être appliquées à un type de document?

R.41: Les politiques de gestion et de conservation de l'information de SCC visent, sans toutefois s'y limiter, des règles qui sont fonction de l'état d'un élément, la sécurité, les éléments de métadonnées saisis pour l'élément (tels que le code de classification, la période de conservation et la personne ayant les pouvoirs d'approuver qu'on s'en départisse). Les règles s'appliquent à un seul élément ou à un groupe d'éléments liés pour préserver l'intégrité structurelle de l'information. Voici quelques exemples de règles :

- État de l'élément établi à « à conserver » : interdit de modifier l'information

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246/C	Amd. No – N° de la modif. 004	Buyer ID – Id de l'acheteur 005IM
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Isoler/cacher : seuls certains administrateurs et les titulaires de certains rôles peuvent voir les informations

- Q.42: Section : 08 Gestion de la sécurité et du renseignement
Exigence : De SIM-100 à SIM-103
Description de l'exigence : Protection et contrôle des lieux du crime
Question : Est-ce que SCC pourrait clarifier l'objet de cette section?
S'agit-il d'un système de gestion des incidents en temps réel?
- R.42: Présentement, tous les renseignements colligés lors d'un incident sont consignés dans un certain nombre de formulaires papier. SCC cherche à numériser les formulaires et les processus afin que les renseignements puissent être saisis en temps réel. Ces documents seraient ensuite liés aux rapports produits aux termes d'autres exigences à cet égard.
- Q.43: Section : 06 Placement et transfèrement des délinquants
Exigence : PNT-197, PNT-198
Description de l'exigence : La solution doit permettre au personnel de SCC de demander des services à des organismes externes.
Question : SCC peut-il clarifier les interfaces qui sont utilisées aux fins de cette exigence? Combien y a-t-il d'interfaces?
- R.43: Les exigences PNT-197 et PNT-198 visent à garantir qu'il sera possible d'examiner les données du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et d'aviser par courriel les partenaires policiers au moment du transfert. Voir les exigences IPM-27 et IPM-28. Il y aura intégration grâce à la couche d'intégration des données au moyen des interfaces de programmation d'applications.
- Q.44: Section : Généralités
Exigence : S.O.
Description de l'exigence : Délais d'approvisionnement
Question : Nous comprenons les différentes étapes que le SCC entend suivre dans l'évaluation et la sélection finale d'un fournisseur pour le projet de modernisation du SGD. Ce qui n'est pas clair, c'est la durée prévue pour que toutes les étapes soient terminées. SCC peut-il indiquer la date (même si elle pourrait changer) à laquelle il compte attribuer le projet et la date à laquelle il veut que le projet commence? Ces dates permettraient aux fournisseurs d'établir des plans réalistes et de jalonner les efforts de mise en œuvre initiaux.
- R.44: Voir la réponse à la question 34 de la modification 003.
- Q.45: Section : Généralités

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246/C	Amd. No – N° de la modif. 004	Buyer ID – Id de l'acheteur 005IM
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Exigence : S.O.

Description de l'exigence : S.O.

Question : SCC détient-il une licence pour un outil de gestion des documents et de protection contre la perte de données?

R.45: SCC a mis en œuvre un certain nombre de normes et de processus en matière de sécurité pour prévenir la perte de données (voir l'Annexe B de l'Appendice 3, Renvoi de sécurité et de protection de la vie privée, ainsi que les exigences connexes énumérées à l'Annexe A, Énoncé des travaux). SCC ne détient pas de licence pour un outil de protection contre la perte de données.

Q.46: Section : Exigences cotées

Exigence : R63, R65

Description de l'exigence : Capacités opérationnelles proposées

Question : Veuillez clarifier la différence entre R63 et R65. Il semble que les deux échelles diffèrent, mais qu'elles sont utilisées pour la même exigence à la section 1.19. Le même problème semble se poser pour R9 et R65.

R.46: La réponse à R63 devrait donner un survol de la solution proposée et des capacités offertes en réponse aux exigences de SCC. La réponse à R65 se veut plutôt une analyse, exigence par exigence, selon les définitions données dans la deuxième échelle des points cotés. La réponse à R65 et aux autres exigences cotées qui sont évaluées selon la deuxième échelle des points cotés doit être inscrite dans le tableur Exigences opérationnelles et techniques fourni par l'autorité contractante.

Q.47: Section : Exigences cotées

Exigence : S.O.

Description de l'exigence : S.O.

Question : Veuillez indiquer la valeur en points cotés des sections Exigences opérationnelles, dont les choix sont les suivants : « Offert à l'heure actuelle » , « Prévu dans une future version » , « Offert grâce à la personnalisation » , « Offert grâce à l'intégration par un tiers » , « Pas offert » . Cette information n'est pas précisée.

R.47: Le nombre de points associé à chacune de ces options est indiqué dans la deuxième échelle des exigences cotées sur la modernisation du SGD à la section 2, Exigences cotées, de l'Annexe B.

Q.48: Pour les propositions basées sur SaaS, quel ministère du gouvernement effectuera l'évaluation de sécurité nécessaire pour s'assurer que la solution proposée est conforme aux politiques, directives, lignes directrices et services de TI fournis par le gouvernement du Canada, le SCT, SPC et le CCCS, et lesquels sont nécessaires pour sauvegarder les données et les systèmes au niveau du PBMM (exemple : SCC, CCCS, etc.)?

R.48 Pour les solutions SaaS, les évaluations de sécurité seraient effectuées par le Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS) ainsi que par le SCC. Pour démarrer le processus, l'entrepreneur doit contacter le

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246/C	Amd. No – N° de la modif. 004	Buyer ID – Id de l'acheteur 005IM
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

CCCS pour être certifié, et une fois que cela est terminé, le SCC effectuera sa propre évaluation de sécurité.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.